

## **The press review**

16-31 May 2015

**Prepared by Transparency International Luxembourg**

### **Disclaimer**

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournies à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au [secretariat@transparency.lu](mailto:secretariat@transparency.lu).

### **Information importante « hotline anti-corruption »**

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email [info@transparency.lu](mailto:info@transparency.lu) ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

# NATIONAL NEWS



COMMISSION SUR LUXLEAKS

18 mai 2015 17:31;

Act: 18.05.2015 22:36

## «Nous avons eu affaire à un mur de silence»

*LUXEMBOURG – Dans quelles conditions ont été accordés les avantages fiscaux pour les entreprises au Luxembourg? Une commission spéciale est venue de Bruxelles lundi pour en savoir plus.*



18.05 Les membres de la commission spéciale sur LuxLeaks au Parlement européen se sont rendus à Luxembourg ce lundi. Ils ont notamment échangé avec la commission des finances et du budget à la Chambre, présidée par Eugène Berger (DP). Photo: Editpress

Le député luxembourgeois Eugène Berger (DP) livre naturellement un autre son de cloche. «Il y a eu toute une série de questions sur les tax rulings (ou rescrits fiscaux), sur lesquels nous avons pris position. Mais il n'y a pas eu de questions gênantes. Je n'ai pas eu l'impression d'être cloué au pilori». Le Luxembourg serait de bonne foi, prêt à travailler au niveau européen pour plus de justice fiscale. «L'optimisation

fiscale n'a certes pas toujours été éthique, mais toujours légale», rappelle le président de la commission des Finances et du budget.

### **L'adresse de Jean-Claude Juncker?**

Sven Giegold, eurodéputé écologiste allemand, évoque quant à lui une violation du droit à laquelle se serait adonné le Luxembourg, ainsi que d'autres États, avec leur politique fiscale agressive. Mais l'élu au Parlement européen reconnaît que le Grand-Duché a fait des progrès. «Le pays a aboli le secret bancaire et va participer à l'échange international d'informations à propos des tax rulings». Le Luxembourg, cependant, «se permet de faire les poches de ses voisins, tant que d'autres États le font aussi».

Les membres de la commission spéciale du Parlement européen ont également rencontré des représentants de l'industrie et des ONG. Un homme éminent manquait cependant à l'appel : Marius Kohl, responsable de l'instauration des rescrits fiscaux à l'Administration des impôts pendant de nombreuses années. Il n'était plus un fonctionnaire actif et était difficile à joindre, a-t-il été avancé en guise de justification. Une explication rejetée par Fabio de Masi: «Marius Kohl est dans l'annuaire!»

L'ancien responsable du «Bureau 6» pourra cependant être invité par la commission spéciale elle-même. De même que Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne et Premier ministre du Luxembourg à l'époque où les rescrits fiscaux ont été mis en place. «Si quelqu'un de trouve pas l'adresse de Juncker: Place Schuman, à Bruxelles».

(Jörg Tschürtz/*L'essentiel*)

# Transparence sélective sur les rulings

LE 19 MAI 2015

Par Véronique Poujol



Alain Lamassoure, à Luxembourg, a reçu des éclairages. Partiels. (Photo: [Christophe Olinger](#))

**Les autorités luxembourgeoises se sont montrées sous un jour nouveau aux membres de la commission spéciale «taxe» du Parlement européen, en tournée au Luxembourg ce lundi. Gage de la bonne volonté à faire la transparence sur les questions fiscales et signe de l'évolution de l'état d'esprit, s'est-on félicité. Mais de façon paradoxale, en invoquant la loi sur le secret fiscal, le ministre des Finances s'est refusé à communiquer le moindre chiffre sur les rescrits fiscaux made in Luxembourg.**

Le président de la commission spéciale «taxe» du Parlement européen, Alain Lamassoure, était en tournée ce lundi au Luxembourg, et ce après avoir été visiter la Belgique la semaine dernière et avant une prochaine virée en Suisse, en Irlande, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (six pays européens champions des rulings et d'une fiscalité sans frottement fiscal pour les multinationales). À sa sortie de la réunion à la Chambre des députés avec les membres des deux commissions des finances et du budget et des affaires européennes, l'eurodéputé PPE a déclaré qu'il y avait une meilleure compréhension entre les deux camps.

Pour autant, il a admis que des points de «vraie divergence» n'avaient pas été dissipés. L'eurodéputé a tout de même salué et «beaucoup apprécié», lors du point presse, après deux heures de discussions avec une délégation du ministère des Finances et des hauts fonctionnaires de l'Administration des contributions directes,

«l'évident changement d'état d'esprit» de son interlocuteur, le ministre des Finances Pierre Gramegna, la volonté du Luxembourg «d'adapter son modèle économique et fiscal» et de soutenir la transparence.

Alain Lamassoure a pris au mot Pierre Gramegna. Ce dernier a assuré lors du même point presse que le Luxembourg, qui prendra en juillet la présidence de l'UE pour six mois, allait se montrer «proactif» sur les dossiers fiscaux encore en souffrance. Le Grand-Duché est attendu pour donner «une impulsion définitive» à l'automne prochain entre autres à la proposition de la Commission européenne sur l'échange automatique des rulings entre les États membres, qui devrait mettre fin au «scandale» de 28 législations différentes sur les rescrits fiscaux (en fait, seuls 26 États membres pratiquent les rulings) qui permettent aux multinationales de faire leur «tax shopping» en tirant parti des meilleures pièces pour réduire presque à néant leur base imposable.

### **L'échange automatique bouclé fin 2015**

«Le Luxembourg fera tout pour que le calendrier ambitieux de la Commission européenne soit respecté et que la directive (sur l'échange automatique des rulings, ndlr) soit finalisée avant la fin de cette année», a déclaré Pierre Gramegna. «Le Luxembourg se fera un plaisir et un honneur de pousser cette négociation», a ajouté le ministre, tout en y allant de son couplet connu sur la nécessité d'étendre l'échange au-delà de l'UE. «Cette directive», a-t-il dit, «ne sera véritablement efficace que si les pays du G20 et de l'OCDE font de même dans un laps de temps relativement court. Il nous faut une aire de jeu commune pour éviter que les européens tout seuls se mettent dans une situation de concurrence défavorable.»

### ***Le Luxembourg fera tout pour que le calendrier ambitieux de la Commission européenne soit respecté.***

Pierre Gramegna, ministre des Finances

Pour autant, le langage très diplomatique d'Alain Lamassoure ne pouvait pas masquer la déception de certains membres de la délégation du Parlement européen (une trentaine de personnes) repartis du Luxembourg avec le sentiment de ne pas avoir obtenu les réponses qu'ils cherchaient, alors que Pierre Gramegna leur avait assuré qu'il n'avait rien à cacher.

## **Le secret fiscal a bon dos**

Pierre Gramegna s'est ainsi montré intraitable sur les chiffres des rulings, refusant, au nom de la législation luxembourgeoise (le secret fiscal, dont on se demande ce qu'il vient faire dans cette affaire, puisqu'il ne s'agit pas de cas individuels), de révéler le moindre indice sur les activités passées et présentes de l'administration fiscale luxembourgeoise.

La présence devant la commission spéciale, qui l'avait pourtant invité à participer à un panel d'experts le matin aux côtés du directeur du département des taxes de PwC, Wim Piot, de Marius Kohl, ancien préposé de l'ACD et grand faiseur de décisions anticipées devant l'éternel, aurait peut être permis d'en savoir davantage sur le nombre de rulings qui sortaient du bureau 6 chaque année. Le député allemand de Die Linke, Fabio de Masi, invité par l'ex-député de Déi Lenk, Justin Turpel, à un point presse en marge du programme officiel, a d'ailleurs fait savoir que l'absence de Marius Kohl devait être attribuée aux autorités luxembourgeoises qui n'auraient pas été en mesure de retracer les coordonnées du plus célèbre retraité de l'ACD.

Quoi qu'il en soit, une nouvelle invitation sera lancée à l'ancien préposé en juin prochain pour qu'il se présente devant la commission spéciale à Bruxelles.

En opposant le caractère confidentiel des données chiffrées sur les rescrits fiscaux, le ministre et son importante délégation ont suscité l'incompréhension de leurs hôtes, toutes tendances confondues.

Comme l'a indiqué Alain Lamassoure en marge de la conférence de presse, le langage diplomatique était de rigueur ce lundi «parce que je n'ai pas la légitimité en tant que Parlement européen d'avoir accès à des informations concernant la fiscalité, qui n'est pas un sujet de compétence européenne, mais qui est un sujet de compétence nationale». Des données dont les députés luxembourgeois eux-mêmes sont privés. «Je le regrette, bien entendu», a signalé le président de la commission spéciale, «mais je ne peux pas forcer la main au ministre des Finances.» Les Français, a-t-il encore fait savoir, n'ont pas la pudeur des chiffres, eux qui ont accordé 13.000 rulings en 2014.

**Comment comparer sans chiffres consolidés?**

La taille de l'activité des décisions fiscales anticipées depuis qu'une circulaire le permet, c'est-à-dire depuis la fin des années 1980, et les déchets fiscaux qui en résultent: c'est le genre d'informations qu'un autre député Vert allemand, Sven Giegold, cherchait à connaître. «Sans ces chiffres, comment voulez-vous que nous établissions une comparaison en Europe?», a-t-il déclaré aux journalistes à sa sortie de la réunion à la Chambre des députés. «Ce qui m'intéresse vraiment, c'est la taille du business des 'tax rulings'. Et pour cela, il faut des chiffres macroéconomiques et consolidés qu'ils n'ont pas fournis», regrette-t-il. «Je me demande pourquoi le gouvernement ne fait pas la transparence sur la taille de cette activité, car sans chiffres, on ne peut pas déterminer si le Luxembourg est un cas particulier ou non», ajoute le député.

### ***Je me demande pourquoi le gouvernement ne fait pas la transparence sur la taille de cette activité.***

Sven Giegold, député Vert allemand, membre de la commission spéciale «taxe» du Parlement européen

L'autre sujet qui fâche Sven Giegold est la violation par le Luxembourg de la directive de 1977 qui impose au Luxembourg, comme à tous ses partenaires européens, l'échange spontané de rulings. Les autorités luxembourgeoises ont laissé en friche cette obligation européenne sous prétexte que leurs partenaires ne le font pas non plus. Cette explication n'est pas acceptable pour l'eurodéputé Vert qui est un des meilleurs spécialistes du groupe des verts sur les questions de fiscalité. «Ce n'est pas parce qu'il y a des voleurs qu'il faut accepter les vols dans les magasins», assure-t-il.

Quoi qu'il en soit, et l'affaire n'a sans doute pas été prise à sa juste mesure, cette violation de la directive européenne de 1977 sur l'échange spontané de rulings constitue, avec celui des aides d'État, un des volets des enquêtes initiées par la Commission européenne sur les pratiques des rescrits fiscaux dans plusieurs pays de l'UE, comme le Luxembourg ou l'Irlande.

### **Échange spontané: une question d'interprétation**

Pierre Gramegna y a d'ailleurs fait allusion lors du point presse en assurant que le Luxembourg, toujours bon élève de la classe européenne, avait appliqué «quand

même la directive de 1977 sur l'échange spontané», mais qu'il y avait renoncé car s'il fournissait des informations à ses pairs, il n'en recevait aucune en échange.

«À partir de 2008-2009, nous avons misé sur l'échange d'informations sur demande», a souligné le ministre, sans documenter de chiffres cette assertion.

Pour le député socialiste Franz Fayot, qui participait à la réunion à la Chambre des députés, les obligations ancrées dans la directive de 1977 sont sujet à interprétation... notamment pour savoir si le texte s'applique bien aux décisions anticipées. Question de point de vue des autorités, selon qu'elles aient regardé large pour englober les rulings ou rétréci leur champ de vision pour n'appliquer le texte qu'à la fiscalité conventionnelle.

La commission spéciale est donc loin d'avoir bouclé son tour du Luxembourg. Ses membres ne désespèrent pas d'un revirement du ministre des Finances pour livrer des chiffres avant la fin du mois de mai, ou même plus tard, les travaux ayant pris un peu de retard sur le calendrier prévu. Pierre Gramegna a de toute façon dû fournir des données à la Commission européenne qui a étendu son enquête sur les pratiques d'évitement fiscal des entreprises aux 28 ainsi que la listes des rulings entre 2008 et 2010.



<http://paperjam.lu/>

## Risques de fraude et de corruption en entreprise: une incidence sur l'expansion internationale

19.05.2015



**Gérard Zolt** (Photo: Olivier Minaire / archives)

Selon l'étude intitulée «Fraud and corruption – the easy option for growth?», conduite par EY en matière de fraude, une pression accrue sur les entreprises pour plus de croissance combinée à la volatilité des marchés peut représenter un frein à leur expansion. Des défis tels que l'instabilité géopolitique, la volatilité des prix des matières premières et des devises ainsi que les sanctions économiques poussent les entreprises et leurs dirigeants à adopter des comportements à haut risque.

Selon cette étude, conduite auprès de 3.800 employés issus de grandes entreprises dans 38 pays, environ 33% des sondés font état d'une pression accrue à laquelle est confrontée leur direction lors de tentatives d'expansion dans des marchés à haut risque. Dans ces marchés, 61% des sondés considèrent la corruption comme étant largement répandue et 37% d'entre eux indiquent que les sociétés y surestiment souvent leur performance financière.

Le risque de fraude n'est toutefois pas limité aux marchés à croissance rapide. 26% des membres de la direction ayant participé à l'étude indiquent avoir eu connaissance des revenus de leur entreprise avant même la clôture de l'exercice – un type de comportement qui a d'ailleurs été au centre de nombreuses fraudes ayant fait l'actualité. En outre, 21% des sondés ont indiqué que la communication en termes de performance financière ne fait pas l'objet de transparence.

Gérard Zolt, à la tête du département Fraud Investigation & Dispute Services (FIDS) auprès d'EY Luxembourg, commente: «Les risques de fraude et de corruption existent bel et bien. Les entreprises sont confrontées à des restrictions complexes dans la manière dont elles conduisent leurs affaires, notamment avec l'évolution de régimes de sanctions et l'apparition

de risques nouveaux, tels que la cybercriminalité, susceptible de bouleverser le déroulement des opérations. Les entreprises doivent être très attentives lorsqu'elles suivent des stratégies de croissance à haut risque».

### **Le recours à la fraude et à la corruption: une solution de facilité pour favoriser la croissance?**

Alors que la direction pourrait être tentée de prendre des risques pour accélérer sa croissance à court terme, l'étude met clairement en évidence une corrélation entre les entreprises en croissance et celles prenant au sérieux la conformité. Les entreprises sondées ayant connu une augmentation de recettes au cours des deux dernières années sont celles:

- Le plus à même d'évaluer les standards éthiques de leur entreprise comme «très bons»
- Le plus à même d'avoir en place ou d'avoir connaissance d'une procédure anti-corruption au sein de leur société
- Le plus susceptible d'avoir des opérations au sein de marchés répondant aux mêmes critères éthiques.

Gérard Zolt poursuit: «Notre étude démontre que 20% des employés considèrent les procédures anti-corruption comme une entrave à la croissance de leurs affaires. Nous sommes d'avis que cela ne devrait pas être le cas. Pour évoluer dans un marché à haut risque, la mise en place de contrôles et procédures adéquats est nécessaire. Vos équipes se doivent d'être formées pour ainsi faire le bon choix quand se pose la question d'avoir à payer un pot-de-vin ou de «trafiquer» les comptes. En outre, il vous faut les bons outils pour gérer l'activité de telle manière à ce que ces risques soient traités dans un délai raisonnable. Plus spécifiquement, à l'heure où le Luxembourg réaffirme son positionnement sur la scène internationale et travaille à la promotion de son image de marque, il est inconcevable que certaines entreprises basées dans le pays puissent entacher notre image à l'étranger».

### **Les entreprises continuent à ne pas suffisamment se protéger**

L'étude EY met en évidence l'absence de structure, même basique, visant à assurer une conformité efficace.

- 42% des sondés indiquent que leur entreprise ne disposent pas d'une procédure anti-pot-de-vin et/ou anti-corruption ou n'en n'ont pas connaissance

- 36% des sondés indiquent ne pas avoir suivi de formation spécifique dans ce domaine
- 24% indiquent que leur entreprise ne dispose pas de ligne d'appel pour les «dénoncations».

Les résultats confirment également que les institutions financières ont répondu à la très forte pression exercée par les régulateurs, les clients et d'autres intervenants. En comparaison avec d'autres secteurs, ils se concentrent davantage sur la conformité et le comportement de leurs employés. Toutefois, des lacunes subsistent: certains sondés évoluant dans le secteur financier indiquent que leur entreprise ne disposent ni de procédure anti-pot-de-vin ni de procédures anti-corruption ou bien encore d'aucune ligne d'appel pour les «dénoncations».

Plus encore, des directeurs expérimentés ne portent pas assez d'attention aux règles de lutte contre le blanchiment, les transactions interdites ou autres manquements.

### **L'implication de la direction est primordiale**

Les membres expérimentés de la direction ne communiquent pas tous forcément sur leur engagement en faveur de hautes valeurs éthiques. De plus, des divergences existent entre leur opinion et celle d'employés moins expérimentés: en effet, 44% des membres plus expérimentés de la direction indiquent fréquemment relayer l'importance de hautes valeurs éthiques, affirmation avec laquelle seulement 30% des autres employés sont d'accord.

Gérard Zolt conclut «les entreprises sont soumis à une forte pression pour assurer leur croissance et, dans ce marché, opérer en zone grise entre marché légal et illégal peut apparaître aux yeux de certains comme une solution viable. Néanmoins, les résultats de cette étude démontrent que cette option est un mauvais choix et que la croissance peut tout de même être atteinte en gérant de manière appropriée les risques induits par la fraude et la corruption. Une mise en conformité efficace ne constitue donc pas un obstacle à la croissance; il s'agit plutôt d'une condition sine qua non pour une réussite durable. Au Luxembourg, il serait peu judicieux pour cette économie principalement axée sur les exportations, que les faiblesses au niveau des contrôles internes menacent sa compétitivité.»

# LE JEUDI

19/05/2015

STATION	PROVENANCE DESTINATION	PROVENANCE DESTINATION	PROVENANCE DESTINATION	
Stockholm	Telia Sweden	Wien	Telekom Austria	
<b>LUXEMBURG</b>				
SZ	ENDSTELLE A	CARRIER	ENDSTELLE B	CARRIER
	Stockholm/Kista	Tele2Sweden	Luxemburg	P & T Luxembourg
	Luxemburg	P & T Luxembourg	Wien	Telekom Austria
	Luxemburg	P & T Luxembourg	Prag	Czech Telecom
	Helsinki	Sonera Finland	Luxemburg	P & T Luxembourg
	Ankara	Turk Telecom	Luxemburg	P & T Luxembourg
	Amsterdam	KPN Netherlands	Luxemburg	P & T Luxembourg
	Luxemburg	P & T Luxembourg	Zürich	Swisscom
	Luxemburg	P & T Luxembourg	Roma	Telecom Italia
	Luxemburg	P & T Luxembourg	Milan	Telecom Italia
	Luxemburg	P & T Luxembourg	Moscow	Rostelekom
	Copenhagen	Tele Danmark	Luxemburg	P & T Luxembourg

Affaire BND-NSA: Luxembourg-Ankara, Prague, Moscou, Zurich, Vienne, Rome... onze connections « prioritaires » sur écoute

Une conférence de presse internationale à Berlin sous bannière écologiste. Il fallait bien ça pour exploiter le scoop du député autrichien Peter Pilz. Lequel a publié vendredi passé un mail attestant, selon lui, que les services de renseignement allemands ont « écouté » pour le compte de la NSA américaine le transit numérique passant par le nœud internet de Francfort en provenance ou à destination de l'Autriche, mais aussi du Luxembourg.

Pilz a donc été rejoint ce matin par le président de Bündnis 90/Die Grünen, Cem Özdemir et le président de Déi Gréng luxembourgeois, Christian Kmiotek dans la capitale allemande. Les trois ont entre autres présenté à la presse une liste de 11 connections faisant l'objet d'une demande d'information «prioritaire» par la NSA qui concernaient toutes le Grand-Duché.

Plus précisément vers ou en provenance de Stockholm, Vienne, Prague, Helsinki, Ankara, Amsterdam, Zurich, Rome, Milan, Moscou et Copenhague via les P&T.

Ce qui pousse Christian Kmiotek, contacté par nos confrères du Tageblatt.lu, à s'interroger sur les motivations de la NSA, qui selon lui pencheraient davantage vers les secrets de la place financière luxembourgeoise que vers la lutte anti-terroriste.

## Pour 6.500 euros par mois

La surveillance aurait débuté en 2004 et se serait poursuivie en 2005. L'année où le Grand-Duché assumait sa dernière présidence du Conseil de l'UE... « au moment, aussi, où nous avons bâti nos relations avec Moscou » complète Kmiotek. « Il faut à présent se demander ce qu'a apporté cette surveillance ». Sous-entendant que dans les communications avec la Suisse ou la Russie, ce ne sont pas les terroristes qu'on traque, mais des intérêts économiques.

La semaine dernière, Pizl a aussi publié le texte d'un contrat entre le service de renseignement allemand (BND) et Deutsche Telekom datant de février 2004 qui permettait au BND d'«écouter» les communications transitant par Francfort mais d'origine et à destination de pays étrangers. Sous le nom de code « transit », le BND pouvait se servir, moyennant 6.500 euros par mois.

L'affaire prend une tournure judiciaire. Hier, le Premier ministre Xavier Bettel et le ministre des Affaires étrangères, Jean Asselborn, annonçaient avoir déposé une plainte contre X au nom du gouvernement.

Le gouvernement autrichien a déjà fait de même. De son côté le député Peter Pilz a déposé une plainte contre trois collaborateurs de Deutsche Telekom et un collaborateur du BND. L'écolo autrichien appelle aussi de ses vœux une commission d'enquête parlementaire, comme celle réunie par le Bundestag. Ce sont d'ailleurs les députés allemands, lancés sur la piste suite aux révélations d'Edward Snowden en 2013 – il avait notamment démontré que le portable d'Angela Merkel était sur écoute américaine -, qui ont mis à jour la collaboration active entre la NSA et les renseignements allemands, parfois aux détriments des intérêts allemands et de ceux d'autres pays « amis ».

## Requêtes « litigieuses » de la NSA

En conséquence, la collaboration entre le BND et la NSA avait été stoppée au début du mois. Cette collaboration remonte à une dizaine d'années et le but officiel était la lutte anti-terroriste. Mais les Américains auraient très vite essayé d'imposer des requêtes jugées aujourd'hui « litigieuses ». Ils noyaient ces demandes dans une masse énorme de données: Die Linke avançait ce 19 mai le chiffre de huit à neuf millions de mots-clé actifs (numéros de téléphone, adresses IP, numéros de série d'appareils, identifiants de systèmes de messagerie...) pendant le mois d'août 2013 .

Des grandes entreprises auraient ainsi été «écoutées», comme EADS ou Airbus (à l'époque Eurocopter, le groupe a déposé plainte contre X). Mais aussi des personnalités politiques de premier plan, des «hauts fonctionnaires du ministère des affaires étrangères français, de l'Élysée et de la Commission européenne», dénonçait la Süddeutsche Zeitung fin avril.

Laurence Harf



FISCALITÉ EN EUROPE

26 mai 2015 15:40; Act: 26.05.2015 20:13

## La bataille contre les ruses fiscales se poursuit

*LUXEMBOURG/EUROPE - Même si Amazon annonce un changement de politique fiscale, les États européens cherchent une stratégie face à l'optimisation fiscale.*



*Amazon ne paiera pas forcément plus d'impôt malgré les annonces de ces derniers jours. (photo: AFP)*

Coup de pub d'un «mauvais payeur» ou vraie repentance fiscale? Au-delà des promesses de transparence du géant Amazon, la bataille internationale pour soumettre les multinationales à l'impôt est loin d'être gagnée. Venant d'Amazon, c'est-à-dire d'un géant du numérique (un secteur à la très mauvaise réputation fiscale), l'annonce a forcément fait du bruit: le géant de la vente par Internet a [commencé à déclarer ses revenus](#) au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne et en Italie, et va le faire en France. Et non plus les comptabiliser au Luxembourg, où il bénéficierait de la fiscalité avantageuse.

Laurent Leclercq, avocat fiscaliste du cabinet Fidal, relativise toutefois, soulignant qu'Amazon «n'est pas forcément bénéficiaire» dans chaque pays. Le groupe, dans le rouge au premier trimestre au niveau mondial, ne payera donc pas automatiquement plus d'impôts. Sa décision est donc «tactique», souligne l'avocat, qui estime que le geste vise à la fois à corriger la mauvaise réputation fiscale du groupe, et à mettre la pression sur d'autres grands noms du numérique. Tout en donnant des gages à la Commission européenne. Si payer ses impôts dans le pays où l'on fait ses bénéfices semble aller de soi, c'est en réalité rarement le cas pour les multinationales, qui grâce à des stratégies sophistiquées de facturation, plus ou moins légales, font voyager leurs revenus d'un pays à l'autre, au gré des taux d'imposition.

**Un lobbying très dur**

Ces pratiques, désignées sous le terme générique «d'optimisation fiscale», sont de plus en plus critiquées. La crise de 2008 a entraîné dans de nombreux pays des cures de rigueur budgétaire, incitant les États à traquer toute déperdition fiscale. Dans le viseur, en particulier, les géants du numérique tels qu'Amazon, Google ou Apple: opérant avec des biens immatériels (marques, brevets), avec un minimum de personnel salarié et de présence physique dans les pays, elles peuvent en effet jouer facilement des lacunes d'une fiscalité internationale dépassée. La lutte contre l'optimisation des entreprises est difficile, à la fois en raison de l'extrême technicité du sujet, et de résistances politiques.

Pour Pascal Saint-Amans, pilote à l'OCDE des négociations fiscales internationales, l'annonce d'Amazon n'est pas réellement une surprise. «L'entreprise montre sa volonté d'être un précurseur dans l'adoption du "plan BEPS"», sorte d'arsenal de règles antioptimisation qui doit être validé en fin d'année par les chefs d'État du G20. «Les entreprises bougent parce qu'elles anticipent un changement des règles internationales, mais elles continuent à mener un lobbying très dur contre ce même changement», relayé dans certains cas par les gouvernements.

### **«Beaucoup trop d'échappatoires»**

Du coup, jusqu'ici, la riposte contre l'optimisation n'est pas très coordonnée. L'Europe mène sa propre campagne, avec des enquêtes sur les montages fiscaux d'Apple en Irlande, Starbucks aux Pays-Bas, Amazon et Fiat au Luxembourg, le Royaume-Uni instaure une «Google tax» contre les mauvais payeurs du fisc, l'Irlande démonte ses législations propices à l'optimisation. Mais dans le même temps, Dublin et Londres élaborent une fiscalité avantageuse sur les brevets.

La politique européenne «offre encore beaucoup trop d'échappatoires», regrette Norbert Walter-Borjans, ministre des Finances de Rhénanie du Nord Westphalie, Land allemand en pointe en matière de lutte contre la fraude fiscale, auprès de l'agence DPA. «Au final, c'est la pression des États les uns sur les autres qui a de l'importance, autant sinon plus que la pression sur les entreprises multinationales», juge M. Leclercq.

*(L'essentiel/AFP)*

# INTERNATIONAL/REGIONAL NEWS

<http://www.huffingtonpost.com/politics>



**Richard (RJ) Eskow** Senior Fellow, Campaign for America's Future; Host/Managing Editor, The Zero Hour

## **The Big Banks Are Corrupt -- and Getting Worse**

Posted: 05/22/2015



The Justice Department's latest settlement with felonious big banks was announced this week, but the repercussions were limited to a few headlines and some scattered protestations.

That's not enough. We need to understand that our financial system is not merely corrupt in practice. It is corrupt by design - and the problem is growing.

Let's connect the dots, using news items from the past few weeks:

### **The latest sweetheart deal**

Four of the world's biggest banks [pleaded guilty](#) to felony charges this week, agreeing to pay roughly \$5.6 billion in fines for fixing the price of currencies on the foreign exchange market. Justice Department officials made much of the fact that, unlike previous sweetheart deals with Wall Street, this one required the banks' parent companies to enter a guilty plea.

That's an improvement over previous deals. But it's not as significant as it might have been, since the settlement wasn't finalized until the banks were able to strike side agreements with regulators to ensure they'd be able to keep doing business as usual.



One of the institutions involved in this deal was Citigroup. That's the bank whose self-written and self-serving "Citigroup amendment" passed Congress last December, a move which made it the target of [an epic Elizabeth Warren takedown](#).

Another was J.P. Morgan Chase. Chase CEO Jamie Dimon was lionized for far too long by politicians and members of the mainstream media, many of whom insisted that Dimon was smarter and more ethical than his peers. There is now [a considerable body of evidence](#) to contradict that assertion - and it keeps on growing.

All four banks of these banks are repeat offenders with long records of serial fraud, as even [this outdated graphic](#) shows.

### **In a related development ...**

A fifth bank, UBS, was forced to give up a deferred prosecution deal as a result of its involvement in currency exchange fraud. In "deferred prosecution" agreements the Justice Department agrees not to prosecute a bank for crimes it has committed, if it keeps a promise not to commit those crimes again. It was not clear whether this would lead to any real-world consequences for the bank, however.

In yet another related development, Bank of New York Mellon Corporation agreed this week to pay [\\$180 million](#) to settle a foreign exchange-related class-action lawsuit. This followed a \$714 million settlement for writing pension funds and other institutional clients by overcharging them for currency transactions.

### **J.P. Morgan Chase - again**

This one seemed to slip through under the public's radar. In a development that will trigger severe *déjà vu* for anyone who's been following the big banks' foreclosure scandals, the serially criminal J.P. Morgan Chase agreed on March 3 to pay [more than \\$50 million](#) over "robo-signed" documents - that is, documents which the bank fraudulently submitted to courts in mortgage-related hearings.

From the Wall Street *Journal*:

"... Bank officials admitted to filing more than 50,000 payment-change notices that were improperly signed, under penalty of perjury, by persons who hadn't reviewed the accuracy of the notices, according to Justice Department officials."

Telling a court you've reviewed a document when you haven't? That's *perjury*.

The *Journal* also noted that the Justice Department found that "more than 25,000 notices were signed in the names of former employees or of employees who had nothing to do with reviewing the accuracy of the filings."

Again: perjury.

Many people lost their homes unjustly as a result of this mass-produced fraud. The practice was so widespread at J.P. Morgan Chase that it required the hiring of untrained college-aged temps - referred to within the organization as "[Burger King kids](#)" - to generate all the fraudulent paperwork.

This is where we're obliged to insert a sentence that has long been superfluous when reporting on deals of this kind:

The Justice Department did not announce the indictment of any individual bankers for the crimes which led to this settlement.

### **Corrupt, and getting worse**

In an expanded version of a survey we first reported on in [2012](#), an [updated study](#) on behalf of law firm Labaton Sucharow found a deep-seated culture of immoral behavior among bankers in the United States and Great Britain. And it found that the situation was getting worse, not better, noting "a marked decline in ethics" since the first study was conducted.

The authors also found that there had been a "proliferation of secrecy policies and agreements that attempt to silence reports of wrongdoing and obstruct an individual's fundamental right to freely engage with her government."

In other words, bankers are becoming even more unethical - and banks are making it harder to report ethical lapses to the authorities.

The percentage of bankers who believed their own colleagues had engaged in illegal or unethical behavior has nearly doubled since 2012. And more than one-third of those earning \$500,000 or more annually said they had first hand knowledge of wrongdoing in the workplace.

### **Born this way?**

The Labaton Sucharow study illustrates something important: Crooked bankers aren't born. They're made.

According to the report, "Nearly one-third of respondents (32%) believe compensation structures or bonus plans in place at their company could incentivize employees to compromise ethics or violate the law."

In fact, bankers' bonuses *do* incentivize unethical and criminal behavior - and anything else it takes to generate profits. "Clawbacks" for ill-gotten gains are still few and far between. Remarkably few bankers have been fired for the widespread fraud that continues to characterize their industry. Prosecution for criminal behavior is extremely rare.

A system which rewards antisocial behavior begets social tragedy. It's also a law enforcement nightmare. Criminology teaches that the presence of reward for criminal behavior, along with the absence of deterrence, almost inevitably leads to more crime.

The song says "you've got to be taught," and this lesson apparently hasn't been lost on the newest generations of bankers. "We are particularly dismayed by the ethical standards of the most junior employees in the industry," write the authors of the Labaton Sucharow study, who found that younger bank employees were much more likely than their elders to admit a willingness to commit fraud if given the opportunity to get rich illegally and get away with it.

But then, why wouldn't they? The banking industry's incentive system, combined with the government's refusal to prosecute, has taught them that the old saying is wrong: crime *does* pay.

### **Back on top**

Wall Street certainly isn't suffering in the wake of the financial crisis it created. The financial industry is nearly as large as it was before the crisis. In fact, its profits are as large a chunk of the total economy today as they were before Wall Street imploded (and was rescued by taxpayers.)

[Neil Irwin](#) of the *New York Times* notes that current bank profits are "more than double their average level over the 70 years ended in 1999." That's called *financialization*. It's what happens when the productive economy of building, selling, and servicing things is crowded out by unproductive activities which redirect profits toward the manipulation of money.

As Irwin notes, bankers' incomes are rising again, and the World Financial Center's vacancy rate has fallen to 5 percent from a post-crisis high of 41 percent.

The *Wall Street Journal* [reports](#) that "Top executives from the biggest U.S. banks, concerned about anti-Wall Street rhetoric already bubbling up on the 2016 campaign trail, are working to push back against the prevailing narrative that banks are bad." Are they rooting out corruption inside their own institutions? Changing their incentive plans? No. According to the *Journal*, discussions centered on "finding ways to emphasize the positive role banks play in the economy and the changes big firms have made since the 2008 crisis ... by engaging with local media, elected officials and community leaders." That's not likely to move hearts and minds among the public at large. Two thirds of voters polled last year for Better Markets said they believe "the stock market is rigged for insiders and people who know how to manipulate the system."

### **"Deep-seated cultural and ethical failures"**

These voters are right - and they're not alone. William Dudley, President of the Federal Reserve Bank of New York, [spoke in 2013](#) of "deep-seated cultural and ethical failures" and "the apparent lack of respect for law, regulation and the public trust" in the culture of our biggest banks.

Dudley reached that conclusion in 2013, and the Labaton Sucharow study suggests that banker ethics have gotten *worse* since then.

Our banking system has a design problem, because its incentives are broken.

Financialization is stifling the productive economy. And the systemic threat posed by our biggest banks has made them immune from real punishment.

These massive financial institutions don't need a PR campaign. They need to be cleaned up - and they need to be broken up.

"If you ain't cheating," said one of the traders involved in the currency exchange scandal, "you ain't trying." If we're not addressing the financial sector's systemic threat to our economy, of its affronts to our system of justice, then we ain't trying either.



Concrètement, les banques helvétiques devront dans un premier temps livrer aux autorités fiscales suisses des données qu'elles auront collectées sur les contribuables. (Photo illustration AFP)

## La fin du secret bancaire suisse à partir de 2018

Dans [Economie](#), [Monde](#) 27/05/2015 0 132 Vues

La Suisse et l'Union européenne ont entériné mercredi la fin du secret bancaire suisse, à partir de 2018, pour les ressortissants européens, une étape majeure vers une plus grande transparence au moment où l'Europe combat l'évasion fiscale.

L'UE et Berne ont officiellement signé à Bruxelles un accord sur l'échange automatique d'informations en matière fiscale concernant les ressortissants européens ne résidant pas en Suisse, après avoir donné un premier feu vert en mars. En Suisse, le parlement doit encore ratifier cet accord, qui peut aussi être soumis à référendum. S'il passe ces étapes, la Suisse et les 28 États membres de l'UE pourront collecter des données bancaires dès 2017 et les échanger à partir de 2018.

Une avancée qui « marque la fin du secret bancaire suisse pour les résidents de l'UE et permettra d'empêcher la dissimulation de revenus non déclarés sur des comptes en Suisse », a estimé la Commission européenne, qui a fait de la transparence fiscale un de ses chevaux de bataille. L'échange automatique de données fiscales est considéré comme l'arme la plus efficace contre la fraude, puisqu'il lève de facto le secret bancaire et met fin à l'arbitraire pouvant régner dans la coopération entre administrations fiscales.

Concrètement, les banques helvétiques devront dans un premier temps livrer aux autorités fiscales suisses des données qu'elles auront collectées sur les contribuables – personnes

physiques ou morales – d'un pays membre de l'UE. Le fisc suisse à son tour transmettra ces renseignements aux autorités fiscales du pays concerné.

Les membres de l'UE auront les mêmes obligations à l'égard de la Suisse. Chaque année, les États membres recevront donc le nom, l'adresse, le numéro d'identification fiscale et la date de naissance de leurs résidents possédant des comptes en Suisse, ainsi que d'autres informations sur les actifs financiers et le solde des comptes.

### **Coup porté aux fraudeurs**

« Il s'agit d'un nouveau coup porté aux fraudeurs du fisc et d'un pas supplémentaire vers une fiscalité plus juste en Europe », a estimé Pierre Moscovici, le commissaire européen en charge de la Fiscalité, qui a signé l'accord avec le Suisse Jacques de Watteville. « L'Union a montré la voie à suivre pour l'échange automatique d'informations, dans l'espoir que ses partenaires internationaux lui emboîteraient le pas. Cet accord témoigne de ce qui peut être accompli grâce à l'ambition et à la détermination de l'Union », a-t-il ajouté.

La Commission est en train de conclure des négociations pour des accords similaires avec l'Andorre, le Liechtenstein, Monaco et Saint-Marin, qui devraient être signés avant la fin de l'année. Au cours des dernières années, les Européens ont renforcé leur arsenal pour mieux lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, qui prive chaque année les budgets des États membres de plusieurs milliards d'euros.

Ils ont notamment étendu le champ d'application de l'échange automatique d'informations entre les administrations fiscales concernant les particuliers, après avoir réussi à lever les réticences de l'Autriche et du Luxembourg. Désormais, ce sont surtout les pratiques d'optimisation fiscale des entreprises, mise en lumière par [le scandale LuxLeaks](#), que Bruxelles a dans son viseur. Fin 2014, les révélations sur des centaines d'accords dits de « tax rulings » conclus au Luxembourg ont provoqué un sursaut contre l'évasion fiscale organisée en faveur des grandes sociétés.

Après de premières propositions en mars, la Commission veut aller plus loin pour rendre la fiscalité des entreprises plus équitable au sein du marché unique. Elle présentera un nouveau paquet le 17 juin qui comprendra une proposition sur une assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (Accis), un sujet gelé depuis des années. Sur ce dossier sensible, il faut être « ambitieux et réaliste », a estimé mercredi Valdis Dombrovskis, le vice-président de la Commission européenne. L'unanimité est requise pour les questions fiscales au sein de l'Union européenne.

*Le Quotidien/AFP*

<http://www.trust.org/>

## Time for Sepp Blatter's reign at FIFA to end - 10 things to consider for Friday's election

Thu, 28 May 2015 15:28 GMT

Author: Gareth Sweeney



Activists from advocacy group Avaaz demonstrate near the Hallenstadion, where the 65th FIFA Congress will take place, in Zurich, Switzerland, May 28, 2015. REUTERS/Arnd Wiegmann

**Any views expressed in this article are those of the author and not of Thomson Reuters Foundation.**

Transparency International is calling for Sepp Blatter to step down as FIFA president and to postpone the election for leadership of world football's governing body after the U.S. Justice Department on May 27 **indicted 14 people** either working for or linked to FIFA, world football's governing body. The charges include wire-fraud, bribery money-laundering and racketeering. It said corruption at FIFA is "rampant, systemic, and deep-rooted" and that these investigations were only the start.

On Friday, May 29, the 209 representatives from football federations around the globe will vote for the next president of FIFA. There are only two candidates Blatter, 79, and Prince Ali Bin al Hussein of Jordan, a member of the Executive Committee.

In light of the arrests and an ongoing investigation by Swiss authorities into allegations of corruption during the awarding of the 2018 and 2022 World Cups to Russia and Qatar, Transparency International Transparency International calls for a postponement of the election.

More people are beginning to speak out. Today FIFA sponsors – including VISA, Coca-Cola, Hyundai and McDonalds – are making statements calling for FIFA to address the situation. Coca-Cola said "the lengthy controversy has tarnished the mission and ideals of the FIFA World Cup." UEFA, Europe's football governing body, have also called for Blatter's resignation and requested its members to vote against him.

Under Blatter's 17-year presidency FIFA's revenues have quadrupled to \$5.7 billion in 2014, a World Cup year, and the organisation has more than \$1.5 billion in reserves. But Transparency International does not believe commercial success makes Blatter the right person to lead FIFA. His **promise to reform** FIFA has clearly failed to stamp out corruption.

FIFA needs a president that can inspire trust and commit to transparency and accountability.

Here are 10 things that members of the football federations have to consider when they vote:

- For more than a decade FIFA **used a Swiss court** investigation into corruption allegations at former marketing company ISL to refuse to answer questions about bribery and corruption. In 2013, FIFA finally **published a report confirming** former president João Havelange and former executive committee member Ricardo Texeira had taken bribes.

FIFA ran two World Cup hosting bids simultaneously (2018 and 2022) which allowed for **collusion** among bidders; then it **misrepresented the investigation** into the process, according to the report's author.

- FIFA **refused at first** to publish the investigation into the awarding of the 2018 and 2022 World Cup hosting rights.
- FIFA ran two World Cup hosting bids simultaneously for 2018 and 2022 which allowed for collusion among bidders; then it misrepresented the investigation into the process, according to the report's author.
- FIFA refused at first to publish the investigation into the awarding of the 2018 and 2022 World Cup hosting rights.
- FIFA has only published **a summary version** after pressure from the author (who subsequently quit) and from public opinion.
- The full report into the awarding of the 2018 and 2022 hosting rights has yet to be published.
- FIFA does not publish the pay for its senior executives or members of the executive committee. In 2014 it paid \$88.6 million to 474 employees – an average of \$186,900 per employee but no word on how much the top brass get.
- FIFA's financial statements provide lump sums for its revenues, which hit \$5.7 billion in 2014, a World Cup year, and expenditures, but little detail. It put aside reserves of \$1.5 billion.
- FIFA insists host countries hand over a **high proportion of revenues** from the World Cup, tax-free. This is estimated to have cost **Brazil \$250 million**.
- There are no term limits on any of the members of its key committees, including the executive committee, the presidency and the finance committee, making cronyism a real risk.
- FIFA has no independent external non-executive directors on the executive committee, finance committee and major bodies. As many as 10 FIFA executive committee members and continental federation heads have been **forced out** because of corruption.

Last week Transparency International joined forces with Sports Addicts which developed the Forza Football app **to poll fans** on what they think of FIFA. A total of 35,000 people in 30 countries responded and only 2.2 percent said they would support Blatter, while 69 percent said they had no confidence in the organisation. That is a message the delegates voting should listen to.

Blatter's reign should come to an end. It's time for someone else to start afresh.

*Gareth Sweeney is the editor of Transparency International's Corruption in Sport Initiative.*